

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE  
LE SEPT JUIN

Les personnes ci-après identifiées ont établi ainsi qu'il suit les statuts d'une SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE qu'elles ont convenu de constituer entre elles.

### IDENTIFICATION DES ASSOCIES

1°) Madame Julie Marie-Joëlle Désirée **BENOITS**, épouse de Monsieur David Pierre Daniel **BERRY**, manager de conducteur de bus, demeurant à Saint-Jean-de-Liversay (17170), 12 rue des Sports.

Née à BAYEUX (14400), le 25 septembre 1977.

De nationalité française.

Mariée sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de Saint-Jean-de-Liversay (17170), le 18 septembre 2021 ; ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure, ainsi déclaré.

2°) Monsieur David Pierre Daniel **BERRY**, époux de Madame Julie Marie-Joëlle Désirée **BENOITS**, Artisan Menuisier, demeurant à Saint-Jean-de-Liversay (17170), 12 rue des Sports.

Né à NIORT (79000), le 05 septembre 1983.

De nationalité française.

Marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie de Saint-Jean-de-Liversay (17170), le 18 septembre 2021 ; ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure, ainsi déclaré.

3°) Monsieur Alexandre Florent Jean-Louis **TROUCHE**, époux de Monsieur Guillaume Bernard Jean-Pierre **CHABARDES**, Conseiller Immobilier, demeurant à Saint-Jean-de-Liversay (17170), 5 chemin de Cigogne.

Né à ALBI (81000), le 14 avril 1986.

De nationalité française.

Marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie du 17ème arrondissement de Paris (75017), le 18 janvier 2014 ; ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure, ainsi déclaré.

4°) Monsieur Guillaume Bernard Jean-Pierre **CHABARDES**, époux de Monsieur Alexandre Florent Jean-Louis **TROUCHE**, Chef de Projet Clinique, demeurant à Saint-Jean-de-Liversay (17170), 5 chemin de Cigogne.

Né à PONTOISE (95300), le 27 novembre 1983.

De nationalité française.

Marié sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à son union célébrée à la mairie du 17ème arrondissement de Paris (75017), le 18 janvier 2014 ; ledit régime n'ayant subi aucune modification contractuelle ou judiciaire postérieure, ainsi déclaré.

JB

AT GC

JB

## TITRE I

### FORME - OBJET - DENOMINATION – SIEGE

#### DUREE – PROROGATION

##### ARTICLE 1 - FORME

La Société a la forme d'une Société Civile Immobilière régie par le titre IX du livre III, les articles 1832 à 1870-1 du Code Civil, le décret n°78-704 du 3 juillet 1978 et ses textes subséquents, les dispositions légales ou réglementaires applicables, ainsi que par les présents statuts.

##### ARTICLE 2 - OBJET SOCIAL

La Société a pour objet la propriété, l'administration et la gestion de tous immeubles ou droits immobiliers, et exceptionnellement l'aliénation de ceux de ses immeubles devenus inutiles à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société.

Et plus généralement toutes opérations pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet, pourvu qu'elles ne portent pas atteinte au caractère civil de la Société.

##### ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **2BCT**

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie des mots "Société Civile" puis de l'énonciation du montant du capital social, de l'adresse du siège social et du numéro d'identification au SIREN ainsi que de l'indication de la ville du greffe où elle est immatriculée.

##### ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à :

SAINT-JEAN-DE-LIVERSAY (17170) 5 chemin de Cigogne.

Il pourra être transféré en tout autre endroit en vertu d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

La Société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de LA ROCHELLE.

##### ARTICLE 5 – DUREE - PROROGATION

###### Durée

La durée de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

###### Prorogation

Par décision collective extraordinaire des associés, la Société peut être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder quatre-vingt-dix-neuf ans.

Un an au moins avant la date normale d'expiration de la Société, les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la décision prévue ci-dessus.

JB

AT GC



## TITRE II

### APPORTS – CAPITAL SOCIAL – PARTS SOCIALES

#### ARTICLE 6 - APPORTS

##### Apport en numéraire

Les associés suivants effectuent les apports à la Société, savoir :

- Madame Julie BENOITS apport 100 Euros.
- Monsieur David BERRY apport 100 Euros.
- Monsieur Alexandre TROUCHE apport 100 Euros.
- Monsieur Guillaume CHABARDES apport 100 Euros.

Les fonds correspondants à la libération des apports seront appelés par la Gérance en fonction des besoins de la Société postérieurement à son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Ces apports sont rémunérés par des parts sociales dans les conditions ci-après indiquées.

#### ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de :

**QUATRE CENT EUROS (400 €)**

Il est divisé en 40 parts de 10 Euros chacune attribuées aux associés, savoir à :

- Madame Julie BENOITS à concurrence de 10 parts numérotées de 1 à 10.
- Monsieur David BERRY à concurrence de 10 parts numérotées de 11 à 20.
- Monsieur Alexandre TROUCHE à concurrence de 10 parts numérotées de 21 à 30.
- Monsieur Guillaume CHABARDES à concurrence de 10 parts numérotées de 31 à 40.

JB

AT GC

JB

### TITRE III

#### CHAPITRE 1 - CARACTERISTIQUES

##### ARTICLE 8 – SOUSCRIPTION ET LIBERATION DES PARTS

###### **1. Souscription**

Lorsqu'elles rémunèrent des apports en nature ou en numéraire, les parts sociales doivent être souscrites en totalité par les associés.

###### **2. Libération des parts sociales**

Les parts attribuées en rémunération d'apport en nature doivent être libérées intégralement au plus tard le jour de l'immatriculation de la Société au R.C.S. ou de l'inscription modificative de cette immatriculation consécutive à l'augmentation de capital intervenue.

Sous réserve des autres conditions de libération des parts sociales de numéraire créées à la fondation et indiquées ci-dessus sous l'article six, et de celles qui résulteraient expressément de la décision collective les ayant créées, les parts de numéraire sont libérées intégralement à la souscription.

##### ARTICLE 9 – REPRESENTATION DES PARTS

Une part sociale ne peut, en aucun cas, être représentée par un titre négociable.

La propriété d'une part sociale résulte seulement des statuts de la Société, des actes qui pourraient les modifier, des cessions et mutations de parts sociales qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties, constatées et publiées.

Une copie ou un extrait des statuts à jour, certifié par la gérance pourra être délivré à chaque associé sur sa demande et à ses frais.

#### CHAPITRE 2 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS

##### ARTICLE 10 – DROITS ATTACHES AUX PARTS

###### **1. Droits d'intervention dans la vie sociale**

Tout titulaire de parts a le droit, savoir :

- D'obtenir, une fois par an, communication des livres et des documents sociaux.
- De poser, à tout moment, des questions écrites à la gérance sur la gestion sociale, questions auxquelles il doit être répondu par écrit dans le délai d'un mois.
- De prétendre aux fonctions de gérant dans les conditions évoquées ci-après au Titre IV.
- De participer aux décisions collectives d'associés dans les conditions évoquées ci-après au Titre V et d'y voter.

###### **2. Droits sur les bénéfices, les réserves et le boni de liquidation**

Chaque part sociale donne droit, outre au remboursement du capital qu'elle représente, à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices annuels, les primes, les réserves et le Boni de liquidation.

Les pertes ou le Mali de liquidation, s'il en existe, sont supportés dans les mêmes conditions.

###### **3. Droit au maintien des engagements sociaux**

Les engagements définis aux présents statuts ne peuvent être augmentés sans l'accord individuel de l'associé concerné.

DB

AT GC



#### **4. Comptes courants d'associés**

En accord avec le gérant, chacun des associés peut déposer des fonds dans la caisse sociale en vue de faciliter le financement des opérations sociales.

Les conditions d'intérêt et de retrait sont fixées en accord avec le gérant et conformément à la législation en vigueur. Faute d'accord exprès en ce sens, les fonds portent intérêt au taux maximum fiscalement déductible et les retraits ne sont possibles que moyennant préavis minimum de dix-huit mois.

#### **5. Délivrance de documents**

Tout associé peut obtenir de la gérance, sur demande, toutes pièces délivrées en copies certifiées conformes, aux frais de la Société à moins qu'elles n'aient déjà été fournies auquel cas la gérance sera en droit de demander le remboursement des frais de copies et d'envoi.

#### **6. Droit de disposition sur les parts sociales**

La cession entre vifs des parts sociales, le sort des parts ayant appartenu à un associé décédé ou dont la personnalité morale a disparu sont réglés suivant les cas ainsi qu'il est indiqué aux chapitres 3 et 4 du présent titre.

#### **7. Droit de se retirer de la Société**

Un associé peut, sans préjudice du droit des tiers, se retirer totalement ou partiellement de la Société avec l'autorisation unanime des associés. Cependant aucun retrait ne pourra avoir lieu pendant les quatre premières années de l'immatriculation de la Société.

La demande de retrait est notifiée à la Société et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postée au plus tard trois mois avant la clôture de chaque exercice social.

Le retrait peut également être autorisé pour justes motifs par une décision de justice.

La déconfiture, l'admission au redressement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle d'un associé entraînent son retrait d'office de la Société.

En cas d'autorisation, le retrait prend effet à la clôture de l'exercice en cours au jour de notification de la demande de retrait. Dans les cas ci-dessus prévus de retrait d'office le retrait prend effet au jour d'intervention de l'événement générateur.

La valeur des droits est fixée à la date d'effet du retrait.

Le remboursement est effectué en quarante-huit fractions égales, sans intérêt en sus, de mois en mois, la première étant exigible un mois au plus tard après la date d'approbation des comptes de l'exercice en cours au jour du retrait et, si la fixation de la valeur de remboursement est postérieure à cette approbation, un mois au plus tard après cette fixation.

Tous les frais et honoraires du retrait ainsi que le coût de l'éventuelle expertise sont intégralement à la charge du retenant.

### **ARTICLE 11 – OBLIGATIONS ATTACHEES AUX PARTS**

#### **1. Obligations aux dettes sociales**

A l'égard des tiers, les associés répondent indéfiniment des dettes sociales à la proportion du nombre de parts qu'ils possèdent à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements.

Toutefois, les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre un associé qu'après avoir vainement poursuivi la Société, selon les prescriptions légales et réglementaires applicables en ce domaine.

#### **2. Obligation de respecter les statuts**

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent en quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts ainsi qu'aux décisions collectives d'associés et aux décisions de la gérance.

  
AT GC 

Les héritiers et créanciers d'un associé ne peuvent, sous quelques prétextes que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer dans les actes de son administration.

### **ARTICLE 12 – INDIVISIBILITE DES PARTS – EXERCICE DES DROITS ATTACHES AUX PARTS**

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis d'une ou plusieurs parts sont tenus, pour l'exercice de leurs droits, de se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun choisi parmi les autres associés ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire sera désigné en justice à la demande du plus diligent.

### **CHAPITRE 3 – CESSION DES PARTS ENTRE VIFS**

#### **ARTICLE 13 – FORME ET CONDITION DES CESSIONS**

Toute mutation entre vifs de parts sociales doit être constatée par acte authentique ou sous seing privé.

Elle n'est opposable à la Société qu'autant qu'elle lui aura été signifiée par acte d'huissier de justice ou qu'elle aura été acceptée par elle dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement de ces formalités et après publication sous forme d'un dépôt, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés, de deux copies authentiques de l'acte de cession s'il est notarié, ou de deux originaux s'il est sous seing privé.

Toute opération ayant pour but ou pour résultat, le transfert entre toutes personnes existantes, physiques ou morales, de la propriété d'une ou plusieurs parts sociales, si ce n'est entre associés ou entre conjoints ainsi qu'entre ascendants et descendants, doit être autorisée par une décision des associés statuant à l'unanimité.

En vue d'obtenir ce consentement, l'associé qui projette de céder ses parts, en fait notification avec demande d'agrément à la Société et à chacun de ses coassociés par acte extra-judiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si le projet de cession est agréé, avis en est immédiatement donné au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si le projet de cession n'est pas agréé, la décision prise en ce sens est notifiée au cédant, puis à chacun des autres associés, par le gérant non-cédant le plus âgé, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Chacun des coassociés du cédant peut alors, pendant un délai de deux mois, notifier une offre d'achat au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Le gérant non-cédant le plus âgé collecte les offres individuelles, s'efforce de les rendre cohérentes, puis, s'il y a lieu, prend toutes mesures, en accord avec ses collègues non-cédants, pour faire acquérir tout ou fraction des parts concernées par toute personne dûment agréée ou par la Société elle-même.

Dans l'hypothèse où des offres sont notifiées par plusieurs associés, ces derniers sont, sauf convention contraire entre eux, réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts qu'ils détenaient lors de la notification du projet de cession à la Société, sauf à arrondir à l'unité inférieure si nécessaire, les rompus profitant à l'associé offrant qui détenait le plus grand nombre de parts.

Le gérant non-cédant le plus âgé notifie le nom du ou des acquéreurs proposés associés, tiers ou société, ainsi que le prix offert au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

En cas de contestation sur le prix, il est procédé à l'expertise prévue à l'article 1843- 4 du Code Civil. Le prix est fixé au jour de la notification du projet de cession non agréé à la Société.

Les frais et honoraires d'expertise sont pris en charge, moitié par le cédant, moitié par les acquéreurs au prorata du nombre de parts qu'ils acquièrent. Si le rachat ne peut intervenir pour une cause quelconque, les frais et honoraires d'expertise sont supportés par le défaillant ou renonçant.

AB  
AT GC B

Si, dans un délai de six mois à compter de la dernière des notifications visées 5ème alinéa du présent paragraphe, aucune offre d'achat n'est faite au cédant, l'agrément du projet initial de cession est réputé acquis, à moins que les autres associés, à l'unanimité, n'aient décidé, dans le même délai, la dissolution anticipée de la Société.

Dans ce dernier cas, le cédant peut toutefois rendre caduque cette décision de dissolution en notifiant la Société, dans le délai d'un mois à compter de l'intervention de ladite décision, par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sa renonciation au projet initial de cession.

#### **ARTICLE 14 – NANTISSEMENT**

Les parts sociales peuvent faire l'objet d'un nantissement dans les conditions fixées par les articles 1866 et 1867 du Code Civil. En cas de cession forcée de parts, il est procédé comme dit à l'article 1868 du Code Civil.

#### **CHAPITRE 4 – TRANSMISSION DES PARTS PAR DECES, PAR LIQUIDATION DE COMMUNAUTE OU PAR DISPARITION DE LA PERSONNALITE MORALE D'UN ASSOCIE**

##### **ARTICLE 15 – TRANSMISSION NON SOUMISES A AGREMENT PREALABLE**

Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession exclusivement aux héritiers en ligne directe, au conjoint survivant venant à la succession de l'associé décédé, au conjoint commun en biens d'un associé décédé et attributaire des parts communes dans la liquidation et le partage de la communauté, aux légataires qui ont en outre la qualité d'héritier en ligne directe ou de conjoint survivant.

##### **ARTICLE 16 – TRANSMISSION SOUMISES A AGREMENT PREALABLE**

Toute autre transmission de parts par suite du décès ou de la disparition de la personnalité morale d'un associé doit être autorisée par une décision des associés statuant à majorité des associés, ceci sans faire de distinction selon la qualité de personne physique ou morale de ses héritiers, légataire ou dévolutaires.

Faute d'agrément, il est fait application des dispositions de l'article 1870-1 du Code Civil, la valeur de remboursement des parts sociales étant fixée au jour du décès ou de la disparition de la personnalité morale, selon le cas.

Les héritiers, légataires ou dévolutaires peuvent être mis en demeure par la Société de présenter leur demande d'agrément, dans un délai qui ne peut être inférieur à trois mois à compter du décès ou de la disparition de la personnalité morale de l'associé et d'avoir à fournir toutes justifications de leurs qualités. La demande d'agrément doit être présentée par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. La Société peut également requérir toutes justifications de tout notaire.

Les frais d'expertise sont supportés moitié par la Société, moitié par le ou les héritiers, légataires ou dévolutaires.

#### **TITRE IV**

#### **ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE**

##### **ARTICLE 17 – GERANCE**

###### **1. Nomination**

La Société est gérée par un ou plusieurs gérants choisis ou non parmi les associés personnes physiques, désignés pour une durée déterminée ou non, par décision collective des associés. Toutefois, les premiers gérants sont nommés dans les présents statuts.

DB  
AT GC

Le changement ultérieur de gérant ne donnera pas lieu à modification statutaire.

- Sont nommés en qualité de GERANTS de la Société :

Monsieur Guillaume Bernard Jean-Pierre **CHABARDES**, demeurant à SAINT-JEAN-DE-LIVERSAY (17170), 5 chemin de Cigogne.

Né à PONTOISE (95300), le 27 novembre 1983.

Et,

Monsieur David Pierre Daniel **BERRY**, demeurant à SAINT-JEAN-DE-LIVERSAY (17170), 12 rue des Sports.

Né à NIORT (79000), le 05 septembre 1983.

Le mandat qui leur est confié est fixé sans limitation de durée.

Chaque gérant désigné, intervenant à cet effet, déclare accepter le mandat qui lui est confié, et précise qu'à sa connaissance il ne se trouve dans aucun des cas d'interdiction de déchéance faisant obstacle son exercice.

## 2. Démission

Un gérant peut démissionner sans avoir à justifier sa décision à la condition de notifier celle-ci à chacun des associés ainsi qu'aux autres gérants, et de provoquer la convocation de l'assemblée ou d'une consultation écrite des associés en vue de la nomination d'un ou plusieurs nouveaux gérants.

## 3. Révocation

Un gérant est révocable par décision de justice pour cause légitime.

Il est également révocable par décision à la majorité des trois quarts des autres associés.

Le gérant révoqué ne peut se retirer de la Société qu'avec l'accord des autres associés.

## 4. Vacance

Si la Société se trouve dépourvue de gérant, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance dans le ressort duquel est situé le siège social, statuant sur requête la désignation d'un mandataire chargé de réunir les associés en vue de nommer un ou plusieurs gérants.

Si la Société a été dépourvue de gérant depuis plus d'un an, tout intéressé peut demander au Tribunal de Grande Instance de se prononcer sur la dissolution éventuelle de la Société.

## 5. Publicité

La nomination ou la cessation des fonctions du gérant donne lieu à publicité dans les conditions prévues par les dispositions réglementaires.

## 6. Pouvoirs du Gérant

### A. Pouvoirs externes :

Dans les rapports avec les tiers, le gérant engage la Société par les actes entrants dans l'objet social.


En cas de pluralité de gérants, ceux-ci détiennent séparément les pouvoirs prévus à l'alinéa précédent. L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Sauf à respecter les dispositions prévues au paragraphe B. ci-après, les gérants peuvent constituer hypothèque ou toute autre sûreté réelle sur les biens de la Société ou déléguer ces pouvoirs à toute personne, même par acte sous seing privé.

### B. Pouvoirs internes :

Dans les rapports entre associés, le gérant peut accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt social.

S'il y a plusieurs gérants, ils exercent séparément ces pouvoirs, sauf le droit qui appartient à chacun de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue.



Pour faciliter le contrôle mutuel des actes de gestion de chaque gérant, toute opération impliquant un engagement, direct ou indirect, supérieur à une limite fixée chaque année par l'Assemblée des associés, devra être notifiée par le gérant qui projette de l'accomplir à chacun de ses cogérants, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception quinze jours au moins à l'avance. Toute infraction sera considérée comme un juste motif de révocation.

Les actes et opérations suivants exigent une décision des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social, savoir :

- l'option pour l'assujettissement à l'impôt sur les Sociétés,
- tous emprunts,
- tous prêts quelconques consentis à des tiers,
- tous gages et nantissement, toutes constitutions d'hypothèque et de privilège et toutes cautions,
- tous échanges, ventes, acquisitions et apports d'immeubles,
- tous baux d'immeubles, soit comme preneur, soit comme bailleur, s'ils sont supérieurs à neuf ans ou s'ils confèrent un droit à leurs renouvellement,
- toutes acquisitions de matériel supérieure à 10.000 EUROS,
- toutes prises de participation sous quelque forme que ce soit dans toutes sociétés constituées ou à constituer,

Toute contravention aux dispositions ci-dessus sera considérée comme un juste motif de révocation.

#### **C. Signature sociale :**

La signature sociale est donnée par l'apposition de la signature personnelle des gérants, de l'un ou de plusieurs d'entre eux précédée de la mention : "Pour la Société Civile **2BCT**", complétée par l'une des expressions suivantes : "Le gérant" ou "L'un des gérants".

#### **7. Rémunération**

Le ou chacun des gérants, a droit à une rémunération fixée chaque année lors de l'assemblée générale, ainsi qu'au remboursement de ses frais de déplacements et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation des justificatifs.

#### **8. Responsabilité**

Chaque gérant est responsable individuellement envers la Société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

### **TITRE V**

#### **DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

#### **ARTICLE 18 – FORME DES DECISIONS**

Toutes les décisions qui excèdent les pouvoirs de gestion sont prises à majorité des voix attachées aux parts créées par la Société. Chaque part donne droit à une voix.

Chaque associé peut se faire représenter aux assemblées par son conjoint.

Les décisions collectives sont prises en assemblées ou constatées dans un acte revêtu de la signature de tous les associés ou de leur représentant le cas échéant.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés par tous les associés conformément aux dispositions de l'article 44 du décret numéro 78-704 du 3 juillet 1978, sur un registre spécial tenu conformément aux dispositions de l'article 45 de ce décret, les décisions résultant du consentement exprimé dans un acte étant mentionnées à leur date, avec indication de la forme, de

DB  
AT GC

la nature, de l'objet et des signataires de l'acte. Ce dernier lui-même s'il est sous seing privé ou sa copie authentique s'il est notarié est conservé par la Société, de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre des délibérations.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un seul gérant, et en cas de liquidation, par un seul liquidateur.

## TITRE VI

### ANNEE SOCIALE – COMPTES ET RESULTATS SOCIAUX

#### ARTICLE 19 – EXERCICE SOCIAL

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice portera sur la période allant du jour de l'immatriculation au 31 décembre 2024.

#### ARTICLE 20 – COMPTABILITE – COMPTES ANNUELS – BENEFICES – AFFECTATION ET REPARTITION

La gérance doit tenir une comptabilité conforme aux usages en vigueur.

Les bénéfices nets sont constitués par les produits nets de l'exercice, sous déduction des frais généraux et autres charges.

Le bénéfice distribuable est déterminé par les associés.

Par décision collective, les associés, après approbation des comptes de l'exercice écoulé et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, procèdent à toutes distributions, reports à nouveau, inscription à tous comptes de réserves dont ils fixent l'affectation et l'emploi.

Ils peuvent également décider la distribution de toutes réserves.

Les modalités de la mise en paiement sont fixées par la décision de répartition ou, à défaut, d'accord entre les gérants.

Les pertes, s'il en existe, selon décision des associés, sont compensées avec les réserves existantes ou reportées à nouveau.

## TITRE VII

### MODIFICATION DU PACTE SOCIAL

#### ARTICLE 21 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par décision collective des associés, conformément à l'article 19 ci-dessus.

La gérance à tous pouvoirs pour régulariser l'opération et la rendre opposable aux tiers.

## TITRE VIII

### LIQUIDATION

#### ARTICLE 22 – LIQUIDATION ET DIVERS

La dissolution de la Société dans le cas prévu à l'article 5 ci-dessus entraîne sa liquidation, hormis les cas de fusion ou de scission. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

La personnalité morale de la Société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à la publication de la clôture de celle-ci.

La Société est liquidée par le ou les gérants en exercice lors de la survenance de la dissolution, à moins que les associés ne leur préfèrent un ou plusieurs liquidateurs nommés à l'unanimité des associés, le gérant associé ou non ne participant pas au vote ; ou à défaut par décision judiciaire.

  
AT GL 

La nomination des liquidateurs est publiée conformément aux dispositions réglementaires.

Les liquidateurs ont tous pouvoirs pour terminer les affaires en cours lors de la survenance de la dissolution, réaliser les éléments d'actifs, en bloc ou par éléments, à l'amiable ou aux enchères, recevoir le prix, donner quittance, régler le passif, transiger, compromettre, agir en justice, se désister, acquiescer, et généralement faire ce qui est nécessaire pour mener à bonne fin les opérations de liquidation.

Après extinction du passif, les liquidateurs font approuver les comptes définitifs de liquidation par les associés qui constatent la clôture des opérations de liquidation, comptes et décision font l'objet d'une publication.

L'actif net subsistant est réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts possédées par chacun d'eux. Les liquidateurs disposent de tous pouvoirs à l'effet d'opérer les répartitions nécessaires.

**DECLARATIONS FISCALES**

Sur le régime fiscal de la Société : impôt sur le revenu.

**DONT ACTE sur onze pages**

Fait et passé à SAINT-JEAN-DE-LIVERSAY, 12 rue des Sports.

A la date indiquée en tête des présentes.

En 7 exemplaires.

Et, après lecture faite, les parties ont signé.

Les parties approuvent expressément :

Renvois : sans

Mots rayés nuls : sans


Chiffres rayés nuls : sans

Lignes entières rayées nulles : sans

Barres tirées dans les blancs : sans

Onzième et dernière page.

*Bon pour acceptation  
des fonctions de  
gérant.*



*Bon pour acceptation  
des fonctions  
de gérant.*

